



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Établissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**OBJET : ACTUALISATIONS DE BILANS DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE ET D'AUDITS
ENERGETIQUES, CREATION-ACTUALISATIONS DE DIAGNOSTICS DE PERFORMANCE
ENERGETIQUE POUR LES BESOINS DES 9 ETABLISSEMENTS DU GHT NORMANDIE CENTRE**

- Lot 1 : Actualisation du BEGES pour le CHU Caen Normandie
- Lot 2 : Actualisation du BEGES et de l'audit énergétique pour l'EPSM de Caen
- Lot 3 : Actualisation du BEGES et de l'audit énergétique pour CH d'Aunay-Bayeux
- Lot 4 : Actualisation du BEGES et du Diagnostic Performance Energétique pour le CH d'Argentan
- Lot 5 : Actualisation du BEGES et de l'audit énergétique pour CH de Falaise
- Lot 6 : Actualisation du BEGES et création du Diagnostic Performance Energétique pour le CH de Côte Fleurie
- Lot 7 : Actualisation de l'audit énergétique pour le CH de Lisieux, le CH de Pont l'Evêque et le CH de Vimoutiers

SOMMAIRE

Article 1 – Informations préalables	3
Article 2 – Objet de la mission.....	5
Article 3 – Objectifs et exigences réglementaires	5
3.1 Objectifs	5
3.2 Exigences réglementaires.....	6
Article 4 - Description des prestations.....	7
4.1 Dispositions communes aux trois missions.....	7
4.2 Dispositions spécifiques par mission	8
4.2.1 Contenu et démarche exigés pour le bilan des émissions de gaz à effet de serre	8
4.2.2 Contenu et démarche exigés pour l'audit énergétique	9
4.2.3 Contenu et démarche exigés pour les diagnostics de performance énergétique	11
Article 5 – Contraintes et obligations du candidat.....	11

Article 1 – Informations préalables

- POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE CAEN NORMANDIE
Direction des affaires juridiques (DAJ) - Cellule marchés publics
Avenue de la Côte de Nacre CS30001
14033 CAEN Cedex 9

- SITES ET RÉFÉRENTS CONCERNÉS

ÉTABLISSEMENTS	SITES	ADRESSE
CHU Caen Normandie	Côte de Nacre	Avenue de la Côte de Nacre 14000 Caen
	Clemenceau	Avenue Georges Clemenceau 14000 Caen
	RPA	53 Boulevard de la Charité 14000 Caen
	UCP	5, avenue du Pays de Caen 14460 Colombelles
	CAMP	1009 bis Haute Folie 14200 Hérouville-Saint-Clair
	Couvrechef	27 rue des Compagnons 14000 Caen
Référent technique : Monsieur Lefrançois, Tel : 03.31.06 57.21 / lefrancois-mo@chu-caen.fr		

EPSM	EPSM Caen	15 ter, Rue Saint Ouen 14000 Caen
	MAS DE BOULON	207 rue Jardin, 14220 Boulon
	Hôpital de jour	Chemin de la Plane 14600 EQUERMAUVILLE
	CCTFA CAEN	52 rue d'Authie 14000 CAEN
	CMP	72 Boulevard Yves Guillou 14000 CAEN
	Hôpital de jour CATTP	48 ter, rue Canchy 14000 CAEN
	CAEN-PLAINE	26 rue de la Marne 14000 CAEN
	Hôpital de jour	31 Commandant Touchet 14000 CAEN
	CSAPA	45 rue de Bretagne 14000 CAEN
	CAEN-OUEST	18 rue St Gerbold 14000 CAEN
	CAEN-EST CATTP	875, rue de Caen 14123 IFS
	COTE-FLEURIE	7 rue Pierre Curie 14160 DIVES/MER
	CAEN-EST	18 rue des Carmélites 14000 CAEN
	CAEN-PLAINE	5, rue de la Défense Passive 14000 CAEN
	CAEN-SUD	184 rue de Falaise 14000 CAEN
	CAEN-FALAISE	35, route de Trouville 14000 CAEN
	Hôpital de jour	66 rue Roger Aini 14100 LISIEUX
	LISIEUX CMPEA	42 Bd Herbet Fournet 14100 LISIEUX
	LISIEUX PAYS D'AUGE	18 Avenue Secrétan 14160 DIVES/MER
	CSAPA	26 rue Neuve Bourg l'abbé 14000 CAEN
	CMP / CATTP	4 rue Fournet, 14100 LISIEUX
Référent technique : Monsieur Charâtre, tel : 02.31.30.80.13 / philippe.charatre@epsm-caen.fr Monsieur Lebarbenchon, tel : 03.31.30.50.07 / dorian.lebarbenchon@epsm-caen.fr		

CH Argentan	Centre Hospitalier	47 rue Aristide Briand 61200 ARGENTAN
	EHPAD Aliénor d'Aquitaine	47 rue Aristide Briand 61200 ARGENTAN
	EHPAD Thomas Becket	47 rue Aristide Briand 61200 ARGENTAN

IFAS Centre de Formation	47 rue Aristide Briand 61200 ARGENTAN
Référent technique : Monsieur Desprez, Tel : 02.33.12.32.64 / s.desprez@ch-argentan.fr	

CH Aunay-Bayeux	Site Bayeux	13, rue de Nesmond 14400 Bayeux
	EHPAD Champfleury	37 rue Saint-Exupère 14400 Bayeux
	Site Vaux-sur-Aure	Route de Vaux-sur-Aure 14400 Bayeux
	CMP	14230 Isigny-sur-Mer
	Autres sites	Rue d'Argouges 14400 Bayeux
	Service Mortuaire	104 rue Saint Jean 14400 Bayeux
	SSIAD	3 rue Poulbot 14230 Colomby-Angerny
	CMPEA	14200 Hérouville-Saint-Clair
	Site Aunay-sur-Odon	5 rue de l'hôpital 14260 Aunay-sur-Odon
Référent technique : Madame Ruiz, tel : 02.31.51.51.22 / l.ruiz@ch-ab.fr		

CH Côte Fleurie	CH Cricqueboeuf	La brèche du bois 14113 Cricqueboeuf
	CH Equemauville	Chemin de la Plane 14600 Equemauville
	EHPAD Mont Joly	Rue du Commandant Charcot 14360 Trouville sur mer
Référent technique : Monsieur Destin, tel : 02.31.89.80.14, Poste 1907 / cdestin@ch-cotefleurie.fr		

CH Falaise	Centre Hospitalier	Boulevard des Bercagnes 14700 FALAISE
	Bâtiment Administratif	Boulevard des Bercagnes 14700 FALAISE
	IFAS / IFSI	Boulevard des Bercagnes 14700 FALAISE
	Foyer des Etudiants	Rue de l'Ormeau 14700 FALAISE
	EHPAD Alma	Boulevard des Bercagnes 14700 FALAISE
	EHPAD Bernardin	Rue du Docteur Turgis 14700 FALAISE
	EHPAD Le Laizon	Route de Bons Tassilly 14420 POTIGNY
	EHPAD Saint Joseph	Allée André Malraux 14170 ST PIERRE EN AUGÉ
	Unité Soins Longue Durée Saint Louis	Rue du Docteur Turgis 14700 FALAISE
Référent technique : Monsieur Gadek, Tel : 02.31.40.40.52 / s.gadek@ch-argentan.fr		

CH Lisieux	Centre Hospitalier	4 rue Roger Aini 14100 LISIEUX
	Hôpital de jour Psychiatrique	120 boulevard Herbert Fournet 14100 LISIEUX
	Blanchisserie	426 rue Edouard Branly 14100 LISIEUX
	Buanderie	15 rue Paul Cornu 14100 LISIEUX
	Chaufferie co-génération / Local Archives	Rue d'Ecosse 14100 LISIEUX
	Foyer Infirmier	3 rue du Canada 14100 LISIEUX

Appartement de fonction 56 boulevard Herbert Fournet 14100 LISIEUX
Référent technique : Monsieur PERON, Tel : 06.29.72.32.78 / t.peron@ch-lisieux.fr Monsieur GAVARD, Tél : 02.31.61.33.11 / a.gavard@ch-lisieux.fr

CH Pont l'Evêque	Centre Hospitalier	Allée de l'Isle, 14130 PONT L'EVEQUE
	EHPAD	23 avenue du Rambault 14130 PONT L'EVEQUE
Référent technique : Monsieur GUYOMARD, Tel : 06.07.87.11.23 / g.guyomard@ch-ple.fr		

CH Vimoutiers	Centre Hospitalier	2 rue de Docteur Marescot 61120 Vimoutiers
	EHPAD Marescot	2 rue de Docteur Marescot 61120 Vimoutiers
Référent technique : Madame Chesnot, Tel : 02.33.12.21.14 / i.chesnot@ch-vimoutiers.fr		

Article 2 – Objet de la mission

La présente consultation a pour objet :

- L'actualisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre (plus de 250 employés) ;
- L'actualisation de l'audit énergétique (plus de 250 employés) ;
- La réalisation ou l'actualisation de diagnostics de performance énergétique (ERP de 1^{er} à 4^{ème} catégorie de plus de 250 m²).

Le titulaire du présent marché devra prendre en compte l'ensemble des documents en possession de chaque établissement, afin d'assurer la pleine réalisation de sa mission.

L'ensemble des mises à jour des documents existants destinés à être communiqués devront être réalisées. Les documents absents ou inexistant mais réglementairement imposés devront également être réalisés.

Article 3 – Objectifs et exigences réglementaires

3.1 Objectifs

L'objectif du présent marché consiste, selon la planification annuelle inscrite au DPGF, en l'actualisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre des établissements (plus de 250 employés), de leur audit énergétique (plus de 250 employés), en la réalisation ou actualisation de leurs diagnostics de performance énergétique (ERP de 1^{ère} à 4^{ème} catégorie de plus de 250 m²) conformément aux textes réglementaires et normes applicables.

Le titulaire devra intégrer dans sa prestation (création ou actualisation) la réalisation de l'ensemble des investigations terrain nécessaires, et la création ou la mise à jour de tous les documents utiles (tableaux, plans, diagrammes, rapports, etc.).

Le titulaire devra prendre en compte l'ensemble des activités, procédés, postes, sources d'émissions, installations, équipements et matériels des établissements et se référer à leur organisation.

A l'issue de la mission, un rendu des résultats de la mission sera présenté à la maîtrise d'ouvrage (personne morale) de chaque établissement.

La prise en compte des contraintes IGH, ERP et l'obligation de continuité de services sont des éléments primordiaux à maîtriser lors des interventions du titulaire.

Dans son offre, le candidat devra présenter la description des moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'ensemble des missions demandées.

Les objectifs de l'actualisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre sont les suivants :

- Évaluer les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) générées par les établissements et leur impact environnemental ;

- Déterminer une hiérarchie des émissions selon les activités et les sources ;
- Mettre en avant la dépendance des établissements étudiés aux énergies fossiles au regard de l'augmentation du prix de celles-ci et des enjeux énergétiques futurs ;
- Proposer un plan d'action à court et moyen terme pour réduire les émissions de GES.

Pour assurer la pertinence et la légitimité du bilan des émissions de gaz à effet de serre, l'étude devra prendre en compte :

- les émissions directes et indirectes de GES associées aux activités de la maîtrise d'ouvrage de chaque établissement (scopes 1, 2 et 3) ;
- les GES visés par le bilan des émissions de gaz à effet de serre : le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), les hydrofluorocarbones (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC), l'hexafluorure de soufre (SF₆), le trifluorure d'azote (NF₃) ;
- la transparence sur les données et facteurs d'émissions utilisés dans l'évaluation des émissions.

Les objectifs de l'actualisation de l'audit énergétique sont les suivants :

- Fournir à la maîtrise d'ouvrage de chaque établissement une analyse détaillée des données des bâtiments, dresser une proposition chiffrée et argumentée de programmes d'économie d'énergie cohérents avec les objectifs de politique nationale de Transition énergétique, et amener le maître d'ouvrage à décider des investissements appropriés ;
- Permettre un affichage des consommations et des performances énergétiques en cohérence avec les éléments des Diagnostics de Performance Énergétique (DPE).

Les objectifs de la réalisation ou de l'actualisation de diagnostics de performance énergétique sont les suivants :

- Fournir une estimation de la consommation énergétique des bâtiments et de ses émissions de GES données sous la forme d'étiquettes comportant des informations sur la facture énergétique, les conditions d'aération et sur le confort d'été ;
- Transmettre des recommandations d'usage et de travaux d'économie d'énergie appropriées au bien évalué pour en améliorer la performance énergétique et diminuer son impact environnemental.

3.2 Exigences réglementaires

Le titulaire du marché devra notamment garantir le respect des réglementations suivantes :

- Code de l'environnement
- Code du travail
- Code de l'énergie
- Code de la construction et de l'habitation (+ Immeubles de Grande Hauteur (IGH))
- Code du patrimoine
- Code de l'urbanisme
- Tous textes et rubriques concernés et notamment :
 - o La loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat ;
 - o La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
 - o La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
 - o La loi n° 2013-619 du 16 juillet 2013 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable ;
 - o La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi grenelle 2) ;
 - o Le « Décret n° 2022-982 du 1er juillet 2022 relatif aux bilans d'émissions de gaz à effet de serre ».
 - o Le décret n° 2020-1610 du 17 décembre 2020 relatif à la durée de validité des diagnostics de performance énergétique ;
 - o Le décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire ;
 - o Le décret n° 2015-1738 du 24 décembre 2015 relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre ;
 - o Le décret n° 2014-1393 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités d'application de l'audit énergétique prévu par le chapitre III du titre III du livre II du code de l'énergie ;
 - o Le décret n° 2013-1121 du 4 décembre 2013 relatif aux seuils au-delà desquels une personne morale réalise un audit énergétique ;

- Le décret n° 2013-695 du 30 juillet 2013 relatif à la réalisation et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique dans les bâtiments accueillant des établissements recevant du public de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie ;
- Le décret n° 2011-829 du 11 juillet 2011 relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au plan climat-énergie territorial ;
- Le décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique ;
- Le décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique et à l'état de l'installation intérieure de gaz dans certains bâtiments ;
- L'arrêté du 20 mai 2016 relatif aux données à renseigner et aux catégories d'utilisateur concernant la plate-forme informatique prévue par l'article L. 233-1 du code de l'énergie ;
- L'arrêté du 25 janvier 2016 relatif aux gaz à effet de serre couverts par le bilan des émissions de gaz à effet de serre et les plans climat-air-énergie territoriaux ;
- L'arrêté du 24 novembre 2014 relatif aux modalités d'application de l'audit énergétique prévu par le chapitre III du titre III du livre II du code de l'énergie ;
- L'arrêté du 24 août 2011 relatif au système national d'inventaires d'émissions et de bilans dans l'atmosphère ;
- L'arrêté du 7 décembre 2007 relatif à l'affichage du diagnostic de performance énergétique dans les bâtiments publics en France métropolitaine ;
- L'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments ou parties de bâtiment autres que d'habitation existants proposés à la vente en France métropolitaine ;
- Les normes ISO 14064-1 ; NF EN 16247-1:2012 ; NF EN 16247-2:2014 ; NF EN 16247-3:2014 ; NF EN 16247-4:2014.

Et répondre aux dispositions établies disponibles sur le site du Ministère de la Transition Ecologique.

Les prestations devront être réalisées conformément aux réglementations et normes en vigueur. En cas d'évolutions importantes, un avenant sera réalisé sur la base du marché actuel.

Article 4 - Description des prestations

Le descriptif des prestations ci-après n'est pas limitatif. Le titulaire prévoit tout ce qui est nécessaire à la complète réalisation de ces missions dans le respect des normes et réglementations en vigueur.

La réalisation de prestations qui ne seraient pas expressément définies au présent CCTP mais qui seraient rendues indispensables fait partie intégrante du présent marché.

4.1 Dispositions communes aux trois missions

Les missions prendront effet selon la planification annuelle inscrite au DPGF. Le titulaire devra organiser l'opération avec les établissements concernés et établir un planning d'intervention dans les 30 jours suivants la notification.

Pour chacune des prestations, le prestataire assure :

- la réalisation de toutes les investigations, analyses et études de faisabilité nécessaires à la bonne exécution des missions ;
- l'élaboration de tous les documents et dossiers indispensables conformément aux réglementations en vigueur (y compris les plans à jour, les consignes, les procédures, les résultats des contrôles et analyses...), ainsi que la modification de tous documents existants erronés ou incomplets ;
- la rédaction de toutes les pièces requises pour la conformité et la compréhension du dossier ;
- le recensement des actions pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer le bilan énergétique ;
- la vérification de l'exhaustivité du dossier avant dépôt ;
- la participation aux groupes de travail, réunions et visites nécessaires que chaque établissement jugera utile.

Chaque document sera repéré par un numéro d'identification spécifique.

A réception de l'ensemble des documents demandés par le prestataire à l'établissement, le titulaire dispose de trois mois pour la remise du document final.

Les dossiers sont établis au format papier et numérique (CD ou DVD, sous logiciels Word, Excel et AutoCAD). Le format PDF n'est pas autorisé. Chaque rapport comprendra notamment : l'objet de la mission,

les dates d'intervention, le nom de la personne ayant réalisé la mission, l'accompagnateur de l'établissement, la dénomination exacte des sites et bâtiments suivant la codification des établissements intégrant les locaux, installations, équipements et matériels concernés.

Ainsi, la codification des sites, bâtiments, locaux, espaces, équipements et matériels devra être conforme aux prescriptions de l'établissement s'il y en a. Les plans et cartographies devront être établis conformément à la charte graphique de chaque établissement.

Relecture : l'établissement effectuera une relecture et transmettra ses remarques et/ou commentaires éventuels avant rédaction des documents définitifs.

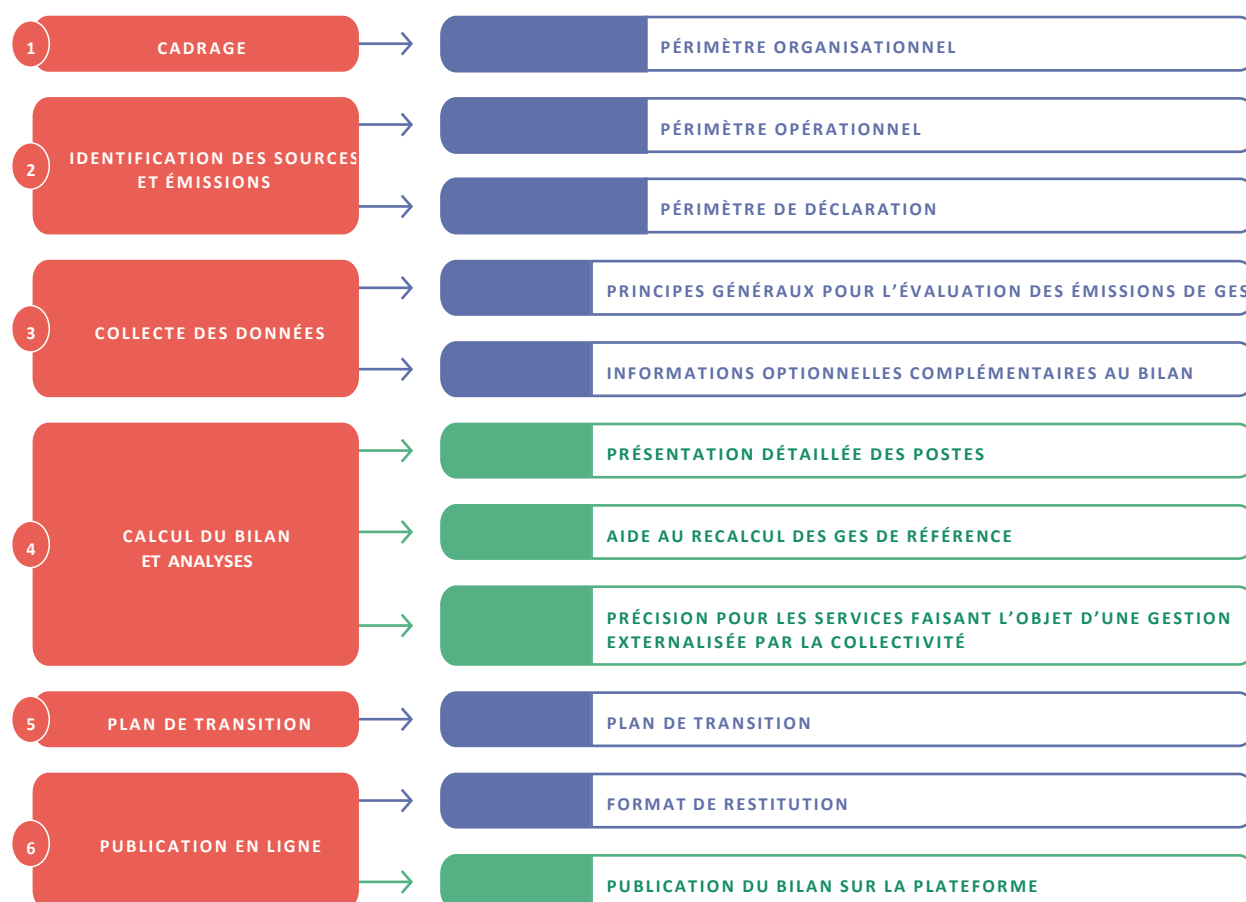
Le titulaire de la mission devra notamment prendre en compte les éléments suivants :

- les activités classées et la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques soumises à déclaration et autorisation (2910 combustions, 4725 stockages d'oxygène, 4734 stockages de liquides inflammables, 2925 ateliers de charge d'accumulateurs...) ;
- les autres activités relevant notamment du domaine médical ;
- le parc de véhicules, les équipements et matériels.

4.2 Dispositions spécifiques par mission

4.2.1 Contenu et démarche exigés pour le bilan des émissions de gaz à effet de serre

Pour la réalisation des bilans des émissions de gaz à effet de serre, le prestataire respecte les 6 étapes suivantes conformément à la « méthode pour la réalisation des bilans d'émissions de gaz à effet de serre » version 5 juillet 2022 de l'ADEME.



Le bilan d'émissions de GES doit obligatoirement présenter à minima les points suivants :

- Une description de la personne morale concernée, de ses activités, et des périmètres organisationnels retenus ;
- L'année de reporting et le mode de consolidation ;
- Les émissions directes (équivalent scope 1) ;

- Les émissions indirectes associées à l'énergie (équivalent scope 2) ;
- Les émissions indirectes associées au transport (équivalent scope 3) ;
- Les émissions indirectes associées aux produits achetés (équivalent scope 3) ;
- Les émissions indirectes associées aux produits vendus (équivalent scope 3) ;
- Les autres émissions indirectes (équivalent scope 3) ;
- Le plan d'actions (synthèse des actions envisagées) qui comprendra :
 - o le comparatif de l'évolution par poste des émissions de GES par rapport à l'année de référence du bilan des émissions de gaz à effet de serre le cas échéant
 - o les résultats obtenus depuis le dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre
 - o des préconisations concrètes et illustrées par poste d'émissions pour la réduction des GES que peut mettre en œuvre la maîtrise d'ouvrage de chaque établissement jusqu'à la réactualisation de son bilan des émissions de gaz à effet de serre
 - o le volume global des réductions d'émissions de GES envisagé.
- Les émissions évitées quantifiées de manière séparée et les méthodes utilisées ;
- Les éléments d'appréciation sur les incertitudes ;
- La motivation pour l'exclusion de n'importe quelle source de GES ou de poste d'émissions lors de l'évaluation ;
- Si différents de la Base Carbone®, les facteurs d'émission et les PRG (Potentiels de Réchauffement Global) utilisés ;
- À partir du deuxième bilan, l'explication du recalcul de l'année de référence le cas échéant.

Chaque établissement publiera son bilan des émissions de gaz à effet de serre sur le site internet dédié de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr>).

4.2.2 Contenu et démarche exigés pour l'audit énergétique

La réalisation de l'audit énergétique devra respecter à minima différentes étapes :

o **Etape 1 : État des lieux**

L'état des lieux comprendra :

- le recueil des informations disponibles auprès du maître d'ouvrage et/ou du gestionnaire de l'établissement (factures, plans de bâtiments, schémas des réseaux électriques et de fluides, données de suivi énergétique, abonnements et contrats d'exploitation, livret de chaufferie, etc.) ;
- une description des modes de régulation du site. Il est demandé de faire un chapitre sur la GTC des sites ainsi qu'une synthèse des paramètres de régulation (plage horaires, réduits, consignes, courbes de chauffe, ...) ;
- une description des bâtiments ainsi qu'une évaluation de ses caractéristiques architecturales, urbaines et paysagères ainsi que de ses qualités d'usages ;
- le relevé sur site et la description détaillée du bâti et des installations ;
- un contrôle du fonctionnement des installations avec des outils d'investigations appropriés. Il devra être mesuré à minima
 - o Un zoning des températures des bâtiments sur une semaine hivernale
 - o Les débits de ventilation des VMC et CTA. La ventilation étant un poste très énergivore dans les établissements de santé
 - o Les consignes de climatisation des salles serveurs
- un examen des modes de gestion des énergies (tarification, nature et durée des contrats).

o **Etape 2 : Bilan énergétique et préconisations**

Les données recueillies seront analysées par le prestataire. Pour se faire, il réalisera :

- une analyse critique de la situation existante en s'attachant aux anomalies ou aux déficiences observées sur le site. Ce bilan portera sur les conditions d'occupation et d'exploitation du bâtiment, la qualité de l'enveloppe, le renouvellement d'air, la qualité et le fonctionnement des installations thermiques et des autres équipements consommateurs d'énergie ;
- un bilan énergétique global du site, **bâtiment par bâtiment** en tenant compte de tous les usages importants (consommations de chauffage et de conditionnement d'air, consommations des autres usages thermiques - eau chaude sanitaire, refroidissement et cuisson, consommations des usages

électriques conventionnels - éclairage et auxiliaires, et consommations des autres usages spécifiques de l'électricité) intégrant une analyse de l'évolution des consommations réelles issue des mesures, relevés et factures des trois dernières années ;

- une réalisation de mesure réelle sur site des postes électriques les plus consommateurs (groupes froid, ventrale d'air....)
- une énumération des améliorations possibles en distinguant les actions correctives permettant un gain immédiat et celles impliquant un investissement ;
- une analyse globale et poste par poste de l'impact énergétique et environnemental des préconisations.

○ **Etape 3 : Programmes d'amélioration**

Le prestataire devra présenter un plan d'amélioration énergétique cohérent et adapté selon les caractéristiques et spécificités propres à chaque bâtiment pour permettre à la maîtrise d'ouvrage d'orienter son intervention dans les meilleures conditions de coût et de délai. Celui-ci portera notamment sur :

- les actions correctives ne nécessitant pas de travaux et portant sur les conditions d'utilisation et de meilleure exploitation du bâtiment ;
- les travaux techniquement envisageables sur le bâti, les installations thermiques et les autres équipements ou usages spécifiques, avec une hiérarchisation et en tenant compte des interactions entre les améliorations proposées ;
- les économies d'énergie en résultant ;
- le potentiel énergie renouvelable des sites (solaire, thermique et photovoltaïque) ;
- les substitutions énergétiques possibles (géothermie, réseau de chaleur, biomasse). Si les sites sont déjà équipés d'une de ces solutions ne pas tenir compte de ce point. Il n'est pas demandé de chiffrer l'installation mais de calculer les gains énergétiques et financiers liés à la substitution.

A minima pour les entités fonctionnelles assujetties au dispositif Éco-énergie tertiaire (obligation de la loi Elan du 23 novembre 2018), les scénarios établis doivent permettre d'aboutir au seuil d'économie d'énergie finale tous usages confondus déterminé par la plateforme OPERAT d'ici à 2030 par rapport à l'année de référence choisie par chaque établissement (année située entre 2010 et 2019).

○ **Etape 4 : Analyse financière**

L'analyse financière sera produite à partir de la méthode en « coût global » et prendra pour hypothèse :

- l'évolution des prix des énergies selon le taux de croissance annuel moyen (TCAM). Le taux utilisé devra être précisé dans le rapport ;

L'analyse fera ressortir pour chaque scénario :

- le coût prévisionnel des travaux en précisant :
 - Les m² de surface traité (ITE, ITI, toiture, plancher, vitrages) et coût au m² utilisé
- le coût d'entretien des installations ;
- le coût de renouvellement prévisionnel du matériel lourd sur la durée prise pour l'analyse en coût global ;
- les aides financières type CEE, région, ADEME ;
- le temps de retour prévisionnel de l'investissement sur l'ensemble des postes.

Les actions d'économies d'énergie préconisées dans le rapport d'audit seront classées selon une hiérarchie des opportunités d'amélioration de l'efficacité énergétique, en distinguant les opérations qui présentent une estimation de temps de retour sur investissement de moins d'un an, entre un et quatre ans, ou au-delà (en précisant le nombre d'années).

○ **Etape 5 : Le rendu final**

Le prestataire devra restituer clairement les résultats de la prestation au maître d'ouvrage afin que celui-ci s'approprie complètement les résultats de l'audit. Le prestataire présentera les résultats de l'audit et ses préconisations durant une ou plusieurs présentations orales à l'aide de supports de présentation au maître d'ouvrage et aux parties prenantes les plus importantes.

Pour le rendu final, le prestataire devra rendre un rapport répondant à plusieurs exigences :

- être clair et lisible ;
- donner un avis d'expert par un professionnel ayant passé du temps sur le site audité et ayant rencontré les différentes parties prenantes ;

- fournir des informations suffisantes pour la réalisation des travaux préconisés ;
- comporter des annexes techniques complètes ;
- proposer des améliorations conformes aux exigences réglementaires de performance énergétique ;
- faire apparaître l'incidence sur l'enveloppe et la volumétrie du bâtiment, le maintien voire l'amélioration de la qualité d'usage.

4.2.3 Contenu et démarche exigés pour les diagnostics de performance énergétique

Les diagnostics de performance énergétique devront être établis sur la base des modèles de DPE pour les bâtiments publics disponibles sur le site du ministère de la transition écologique.

Une fois les DPE réalisés, le prestataire devra les transmettre à l'Observatoire des Diagnostics de Performance Énergétique géré par l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME).

Article 5 – Contraintes et obligations du candidat

- Les dossiers devront être établis conformément aux normes et réglementations en vigueur. Le titulaire du marché a, à sa charge, l'entière organisation et planification de la mission à compter de la notification du marché.
- Le candidat devra fournir dans son offre :
 - o les CV et références des intervenants faisant ressortir les qualifications professionnelles et/ou diplômes en rapport avec la prestation demandée, les références en matière de bilan des émissions de gaz à effet de serre, d'audits énergétiques et de diagnostics de performance énergétique déjà réalisés ;
 - o la qualification OPQIBI 1905 relative aux audits énergétiques des bâtiments (tertiaires et/ou habitations collectives) ;
 - o la proposition technique afférente à chaque mission définissant les caractéristiques du programme de travail comprenant notamment sa durée, son volume et ses modalités d'application et de suivi.
- Si le candidat utilise la méthode Bilan carbone® pour la réalisation ou l'actualisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre, celui-ci devra avoir suivi la formation à cette méthode et donc fournir une licence d'utilisation de l'outil logiciel relatif à la méthode Bilan Carbone®.
- Pour la réalisation ou l'actualisation de l'audit énergétique, le titulaire devra réaliser une évaluation précise des économies d'énergie réalisables sur les bâtiments faisant l'objet d'une étude d'aide à la décision notamment en chiffrant les conditions de retour sur investissement.
- Pour la réalisation ou l'actualisation de diagnostics de performance énergétique, le candidat devra fournir sa certification avec mention délivrée par le COFRAC.
- Les architectes le cas échéant devront être inscrits à l'Ordre des architectes.
- Le titulaire a un devoir de neutralité et d'objectivité à l'égard du bénéficiaire. Il ne doit pas privilégier un type d'énergie ni certaines modalités de fourniture d'énergie ou de tout autre service.
- Le titulaire n'adjoindra aucune démarche commerciale concernant des biens ou services au cours de son intervention.
- Dans l'éventualité où des interventions, visites, contrôles seraient à réaliser en horaires décalés (soir, nuit et week-end), aucun supplément d'honoraires ne pourra être demandé.
- Dans l'éventualité où des investigations seraient à entreprendre en zone à risques particuliers (émission de fibres d'amiante, utilisation et/ou stockage de produits chimiques, de produits radioactifs...), des protocoles devront être appliqués. A la charge du titulaire de mettre à disposition de l'établissement, des personnels formés et dûment équipés (port des équipements de protection individuelle adaptés). Le titulaire fournira également à son personnel tous moyens d'accès et matériels (par exemple pour les interventions en hauteur). Ces matériels et équipements devront respecter les préconisations réglementaires et notamment, si obligation, posséder leurs certificats de contrôle périodique.
- A titre exceptionnel, le titulaire participera, en tant que de besoin, aux concertations et réunions nécessaires avec les institutionnels concernés (CARSAT, OPPBTP, Inspection du Travail, DREAL, CHSCT...). Toutes les réunions auront lieu sur site.

- Il est rappelé que les établissements doivent continuer de fonctionner normalement pendant toute l'opération. La réalisation des prestations pourra de ce fait en être perturbée et avoir lieu en une ou plusieurs interventions en fonction de la libération des locaux et de la disponibilité des personnels des établissements. Aucun supplément d'honoraires ne pourra être demandé.
- Le titulaire est tenu de demander lui-même la fourniture des informations qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir d'un manque de renseignements ou d'instructions pour légitimer les retards ou une exécution non conformes à la volonté de l'établissement. Il ne pourra se soustraire à ses obligations contractuelles et arguer une modification ou un supplément du prix retenu.
- Le maître d'ouvrage désignera un représentant auprès du titulaire du marché pour l'accompagner au cours de la visite des locaux.
- Le titulaire devra strictement respecter les procédures, protocoles et consignes de chaque établissement, notamment lors de l'accès en zone à risques, mais également lors de l'entrée éventuelle dans les services de soins, blocs opératoires, services stériles et autres services de réanimations. Dans l'éventualité où il s'avérerait nécessaire de réaliser des confinements pour accéder à certaines zones, l'entière responsabilité, coût et montage serait à la charge du titulaire. De même, les éventuels démontages d'éléments seront à la charge du titulaire.
- Si des visites ou investigations s'avéraient irréalisables ou impossibles les jours planifiés ou devaient être écourtées ou suspendues lors des venues sur sites, le titulaire s'engage à revenir ultérieurement effectuer la mission sans que ne puisse être demandé un supplément de prix. L'objectif des établissements est de disposer en fin de mission de l'ensemble des dossiers conformes à la réglementation, sans qu'il ne puisse y avoir eu d'oubli ou de non réalisation pour quelques raisons que ce soit.

Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens et ressources nécessaires à la réalisation des prestations afin d'atteindre les objectifs :

- De qualité
- De conformité aux normes et réglementations en vigueur
- De respect du calendrier

répondant aux données et contraintes du CCTP.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.